

Le 29 novembre

est la journée internationale pour les droits du peuple palestinien.



Dans ce cadre de nombreuses manifestations et initiatives vont se dérouler avec le soutien du PCF.

Au niveau national il se joint notamment à l'appel à manifester à Paris.

Au niveau départemental, la Fédération du PCF soutient notamment l'action décidée par l'Association « Cultures de Paix » qui alerte sur les risques de non-respect de la législation sur la distribution et la vente de produits notamment agricoles étiquetés « Made in Israël » mais provenant en réalité des territoires palestiniens occupés.

Cette commercialisation est de facto illégale au regard du droit international et doit cesser. Elle permet de spolier les agriculteurs palestiniens de la commercialisation directe de leurs produits.

Un courrier (ci-joint) vient d'être adressé à tous les établissements com-

merciaux du département susceptibles de vendre de telles marchandises afin d'attirer leur vigilance sur ces pratiques.

Dans le cadre de cette initiative départementale, un rassemblement est organisé le 29 novembre 2025 à 11h devant le Carrefour Clair afin de sensibiliser consommateurs et pouvoirs publics.

Cette action a été décidée lors d'une AG réunie le 18 novembre 2025 et reçoit le soutien de divers syndicats (CGT, USRCGT, FSU) et associations (MRAP, Mouvement de la Paix, Femmes Solidaires).

Nous appelons les communistes du département à y participer.

Lors de cette même journée du 29 novembre mais dans un registre différent, l'Associations SOS Racisme nous a informé d'une initiative qui se tiendra à Perpignan à 18h au Nautilus.

Nous la portons à ta connaissance.



Madame la directrice, Monsieur le directeur,

Depuis des mois maintenant, le calvaire continue pour le peuple palestinien confronté à des massacres massifs de civils de femmes et d'enfants à Gaza (plus de 52 000 morts, des dizaines de milliers de blessés) mais aussi d'une colonisation sauvage en Cisjordanie où des éléments suprémacistes religieux attaquent les civils palestiniens et notamment les agriculteurs en détruisant leurs plantations, leurs récoltes et en s'accaparant leurs terres en toute illégalité.

Malheureusement l'État Israélien participe à ces crimes et les organise.

Il procède dans le même temps à l'exportation de produits agricoles : avocats, dattes, fruits... ou de produits transformés achetés à vil prix aux paysans palestiniens et les rebaptisent « Made in Israël » de manière abusive et en violation du droit international.

Ils se retrouvent parfois à la vente dans les rayons d'établissements commerciaux de distribution.

Au regard des souffrances cumulées par le peuple palestinien, nous ne pouvons plus tolérer de tels abus et nous nous devons de les dénoncer afin de faire pression sur le gouvernement Israélien. L'opinion publique dans notre pays se prononce à de forte proportion sur des positions

solidaires avec le peuple palestinien, 63% des français sont d'accord avec la reconnaissance d'un Etat palestinien, 62% sont favorables à la suspension de l'accord commercial UE/Israël, 58% sont favorables à un embargo total sur les produits israéliens.

Ce soutien populaire massif cherche aussi à s'exprimer dans ses choix de consommation afin de pouvoir aider chacun à son modeste niveau à faire respecter le droit international et faire cesser le massacre et l'entreprise génocidaire conduite par le gouvernement Israélien de Netanyahu.

Notre association comme de nombreuses autres organisations vous appellent à la vigilance afin de refuser la commercialisation de produits Israéliens notamment ceux détournés dans les territoires palestiniens occupés illégalement par Israël.

Nous veillerons à informer s'il y avait lieu les consommateurs de la présence de tels produits dans les établissements commerciaux qui ne seraient pas vigilants sur leurs approvisionnements.

Nous vous remercions de l'attention accordée à notre information et de votre contribution au respect du droit international bafoué impunément par le gouvernement Israélien.

Le Président de « Cultures de Paix »

Espace Julien DAPERRE
20, rue Déodat de Séverac - 66 400 CÈRET
Perpignan le 17 novembre 2025